L'impact de l'action d'une ONG sur une politique nationale

L'exemple d'un module de formation des enseignants au Cambodge

The impact of an NGO's action on national policy. The example of a teacher-training module in Cambodia

El impacto de la acción de una ONG en una política nacional. El ejemplo de un módulo de formación de docentes en Camboya

Nathalie Dupont et Sothik Hok

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2166>

DOI : 10.4000/ries.2166

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 37-46

ISBN : 978-2-85420-593-0

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Nathalie Dupont et Sothik Hok, « L'impact de l'action d'une ONG sur une politique nationale », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 58 | décembre 2011, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2166> ; DOI : 10.4000/ries.2166

L'impact de l'action d'une ONG sur une politique nationale

L'exemple d'un module de formation des enseignants au Cambodge

Nathalie Dupont
Sothik Hok

En 2006, l'organisation non gouvernementale Sipar (Soutien à l'Initiative Privée pour l'Aide à la Reconstruction au Cambodge) conçoit et met en œuvre un module de formation intitulé « Bibliothèques et livres pour enfants » dans la formation initiale des élèves instituteurs des dix-huit écoles de pédagogie provinciale (EPP), en réponse à une demande du ministère cambodgien de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (MEJS). L'article présente, dans une première partie, les contextes politique et socio-économique de développement du système éducatif du Cambodge, la place de l'éducation traditionnelle et les réalités du monde de l'écrit. Ces contextes éclairent la difficile implantation des bibliothèques et la lente reconnaissance des livres pour enfants et adultes, malgré un illettrisme important. Dans une deuxième partie, il s'agit de mieux comprendre la nature des interventions et les fonctions de la mission sociale de l'ONG Sipar dans un État « fragile » comme le Cambodge. Dans un troisième temps, l'article examine plus finement les mécanismes de fonctionnement et les enjeux d'un module de formation autour des bibliothèques et livres pour enfants. Il rend compte des résultats d'enquête et des analyses progressives des trois phases des missions de suivi (2007, 2009, 2010).

47

LE CONTEXTE CAMBODGIEN¹

Une histoire² difficile, quand le livre met en danger

D'avril 1975 à janvier 1979, environ 1,7 million de Cambodgiens, en grande majorité des intellectuels et cadres, sont victimes du génocide commis par les Khmers rouges ; « 90 % des Cambodgiens titulaires d'un certificat ou d'un diplôme supérieur à celui du niveau primaire sont morts ou en exil.³ » Les

1. Pour prolonger la réflexion, se référer à Forest 2008.

2. Pour prolonger la réflexion, se référer à Chandler, 1992 ; Kiernan ; Ponchaud, 2007.

3. Jennar, 1995.

domaines culturel et éducatif sont les plus touchés⁴. Les pagodes (instruction religieuse, apprentissage du sanscrit, des prières et des préceptes bouddhistes) et les écoles sont détruites ou parfois transformées en prisons. Les enfants ne vont plus à l'école et doivent travailler comme les adultes dans les rizières. La quasi-totalité des ouvrages des bibliothèques sont brûlés ou jetés. Durant ce régime, tout acte lié à l'écriture ou à la lecture, symbole d'instruction, est passible de mort. S'exposer avec un stylo ou un livre peut entraîner une condamnation sans jugement.

Dans les années quatre-vingts, la guerre civile entre les quatre fractions politiques principales, Khmers rouges, républicains, royalistes et communistes sous la tutelle du Viet Nam, pays libérateur et occupant, entraîne une insécurité permanente dans le pays. Des milliers de Cambodgiens s'exilent. Ce sont les nouveaux équilibres politiques mondiaux, en 1989, qui conduisent à un accord de paix en octobre 1991 et permettent au Cambodge d'organiser les premières élections législatives en 1993.

Développement socio-économique, lutte contre la pauvreté et illettrisme

Classé parmi les pays les plus pauvres au monde, le Cambodge doit surmonter des défis importants en matière de lutte contre la pauvreté et de développement socio-économique. D'après le rapport d'étude *On the Assessment of the Functional Literacy Levels of the Adult Population in Cambodia* mené par le ministère de l'Éducation et l'Unesco en 2000, sur une population d'environ 12 millions d'habitants, dont 40 % a moins de quinze ans, 36,3 % est illettrée⁵, 26,6 % est semi-lettrée, 37,1 % est lettrée. Le niveau lettré des Cambodgiens est très fortement lié à leur situation socio-économique : les paysans, les pêcheurs et les ménagères sont les plus touchés et les femmes ont toujours un niveau d'illettrisme plus élevé que celui des hommes. Ces résultats montrent aussi que si les multiples campagnes nationales contre l'illettrisme ont concerné un grand nombre de bénéficiaires, faute d'un environnement social favorable de l'écrit, les nouveaux lettrés ont oublié et sont retombés dans l'état d'illettrisme⁶.

4. En 1979 ont survécu 50 professeurs d'université sur 725, 207 professeurs de lycée sur 2 300, 2 171 instituteurs sur 21 311, 450 étudiants sur 11 000 (Jennar, 1995).

5. Moeys. *Report on the Assessment of the Functional Literacy Levels of the Adult Population in Cambodia*. Phnom Penh, ministère de l'Éducation-Unesco-UNDP, 2000. Selon ce rapport d'étude, « un illettré est une personne qui ne peut ni lire ni écrire avec compréhension un court et simple message sur sa vie quotidienne ; un semi-lettré peut lire et écrire des mots et des chiffres mais ne peut ni lire ni écrire des phrases ».

6. L'illettrisme est l'état d'une personne qui a bénéficié d'apprentissages, mais qui n'a pas acquis ou a perdu la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul. L'illettrisme est donc à distinguer de l'analphabétisme qui résulte d'une absence d'apprentissage.

Le gouvernement cambodgien a identifié quatre domaines prioritaires d'intervention : l'éducation, la santé, l'agriculture et le développement rural. Le budget alloué à l'éducation représente la part la plus importante : 8,6 % en 1994, 11,04 % en 1995 et 17 % en 2009. Mais l'éducation est toujours confrontée à d'énormes difficultés : manque de salles de classes, manque d'enseignants notamment dans les provinces éloignées, manque de compétences, manque de formations, etc.

Le monde de l'écrit et de l'édition⁷ entre tradition et modernité

Depuis 2004, dans le cadre de la coopération entre la France et le Cambodge, le Laos et le Vietnam, s'est mis en place un projet du Fonds de solidarité prioritaire (FSP) de valorisation de l'écrit en Asie du Sud-Est (Valease), pour répondre aux besoins des acteurs du domaine du livre et de la lecture que sont le ministère de la Culture, la Bibliothèque nationale et des ONG, dont le Sipar est l'un des partenaires privilégiés.

Actuellement, accéder aux livres est encore impossible et lire est une épreuve pour de nombreux Cambodgiens ; lire, c'est travailler ou étudier. La tradition de l'écrit, attestée au Cambodge depuis le quatrième siècle, a produit une littérature khmère classique, écrite le plus souvent en vers, qui continue à influencer les œuvres contemporaines. Le khmer écrit utilisé dans les livres est complexe et très différent de la langue orale usuelle. Cela décourage les lecteurs moyens n'ayant pas un niveau lettré suffisant pour y accéder. Certains auteurs cambodgiens contemporains recherchent une gratification sociale avec des écrits compliqués qui conservent le caractère sacré et moralisateur, d'autres produisent des textes plus simples et plus proches de la vie quotidienne.

Pour les enfants, les auteurs cambodgiens restent le plus souvent dans un rôle moralisateur ancré dans les anciens traités (*Morale des filles*, *Traité des anciens dits*, *Traité de la glorieuse tradition*, etc.). Ces traités sont basés sur la cellule familiale et le respect inconditionnel dû aux parents, le respect du savoir, du pouvoir et de l'influence des aînés et celui de la hiérarchie au sein de la famille, du village et du pays. La règle sociale est la discrétion et l'effacement.

Au début des années 1990, le secteur du livre pour enfants, l'extension du réseau de bibliothèques et la formation ont commencé à se développer, grâce à l'ouverture du pays et à l'arrivée d'ONG internationales proches des grands organismes internationaux comme l'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), l'Unicef (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), ainsi qu'au démarrage des interventions d'ONG étrangères : le Sipar et le SVA (*Shanti Volunteers Association*), une ONG japonaise. À l'époque,

7. Jarvis, 2006.

les ouvrages pour enfants en langue khmère étaient très rares : le Sipar importait des titres étrangers (en français, en anglais et en thaï), les traduisait en khmer sur des étiquettes et y collait la traduction pour équiper ses premières bibliothèques pour enfants. Le développement de l'édition en khmer va enclencher une reconnaissance de livres et de nouveaux manuels scolaires plus proches de la culture anthropologique cambodgienne (modes de vie, comportements et croyances).

VERS DES BESOINS DE FORMATION COORDONNÉS ET MUTUALISÉS

Selon la Constitution, l'éducation générale est gratuite pour tous. Depuis la mise en œuvre du plan national Éducation pour tous 2003-2015, l'éducation de base (des niveaux 1 à 6 du cycle primaire et des niveaux 7 à 9 du secondaire 1^{er} cycle) a été fortement encouragée par l'État. Dans la réalité quotidienne, de nombreux enfants ne peuvent fréquenter régulièrement l'école, du fait de son éloignement, des frais annexes à la scolarité (parking du vélo, fournitures, complément de revenus à l'enseignant, etc.), de l'aide aux activités familiales (travaux des champs).

Sous les autorités du protectorat français (1863-1954), la modernisation des écoles de pagodes avait permis à un grand nombre de jeunes ruraux d'accéder à un premier niveau d'alphabétisation. De 1955 à 1970, sous le régime du prince Norodom Sihanouk, la « khmérisation » de l'enseignement, qui se déroulait en coordination avec un enseignement en français et l'accroissement massif du nombre d'écoles primaires sur l'ensemble du territoire, avait rendu possible un développement notable de l'instruction de base. Mais les programmes très théoriques semblent être restés peu adaptés aux besoins de l'économie agricole du pays.

En 2009, le Cambodge, peuplé de 13 388 910 habitants⁸, comptait 1 798 écoles maternelles, 6 565 écoles primaires, 1 122 collèges, 349 lycées, 227 écoles de formation professionnelle (publiques et privées) et 77 établissements supérieurs (dont 45 publiques). Les besoins en développement, en éducation et en formation sont donc très importants et le ministère de l'Éducation est amené à jouer un rôle de coordonnateur qui nécessite une participation active des partenaires de développement, et notamment les diverses ONG, certains pays développés et l'*Association of South East Asian Nations*⁹.

8. Recensement 2008 de l'Institut national des statistiques.

9. L'Asean, *Association of South East Asian Nations* comprend dix pays membres : le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

L'ONG SIPAR : DES MISSIONS AVEC DES ENJEUX COMPLÉMENTAIRES

Quelles sont les caractéristiques et le sens des interventions d'une ONG comme le Sipar, face aux difficultés d'accès à l'éducation dans un État fragile comme le Cambodge ? Le Sipar est une ONG de solidarité internationale née en 1982¹⁰. Après des années d'expérience acquise grâce aux petits projets menés dans différentes provinces, elle travaille actuellement dans l'ensemble du pays à l'amélioration de l'éducation des enfants, et à la lutte contre l'illettrisme des jeunes et des adultes par la promotion du livre et de la lecture. Dans cette perspective, le Sipar affiche quatre objectifs complémentaires. Les différentes actions, qu'elles soient sociales, culturelles, éducatives ou de l'ordre de la formation, sont articulées les unes aux autres.

L'objectif premier porte sur l'éducation et l'accompagnement scolaires. Le Sipar installe des bibliothèques scolaires équipées d'environ deux mille livres en khmer, en effectuant un maillage de l'ensemble du territoire dans toutes les provinces ; ainsi, la 100^e bibliothèque a été inaugurée en avril 2006, la 206^e en juillet 2011.

La seconde mission porte sur le secteur de l'éducation non formelle et son ancrage social. Le Sipar tente d'ouvrir le chantier de la lecture publique à tous les âges, dans tous les lieux. Quarante-trois bibliothèques communales ou centres d'éducation pour tous (CET) sont déjà installés et jusque dans certaines campagnes les plus isolées. Depuis 2000, le programme des huit bibliobus et bibliomotos, partant des CET, apporte des livres en prêt dans une centaine de villages, quartiers, associations, orphelinats, hôpitaux pédiatriques, centres d'accueil pour femmes, enfants et bonzes en situation précaire. La multiplication des lieux de lecture vise le développement social et culturel et l'élargissement des connaissances des membres de la communauté. Depuis janvier 2010, le volet bibliobus prévoit le dépôt de livres dans les villages. Ces bibliothèques-dépôts sont animées par « des bénévoles sélectionnés puis formés au système d'emprunt et au résumé des livres pour attirer de nouveaux emprunteurs.¹¹ »

La troisième mission du Sipar, complémentaire des deux précédentes, concerne l'écriture et l'édition en khmer. Depuis 2000, l'équipe d'édition du Sipar essaie de contribuer à faire « revivre » l'écriture et la littérature au Cambodge. Elle a édité en khmer quatre-vingt titres et publié plus d'un million de livres documentaires, ouvrages de littérature enfantine, imagiers, etc. L'évolution éditoriale permet le passage progressif d'ouvrages étrangers

10. Petitmengin, 2005. Magali Petitmengin est à l'initiative de la création de l'ONG Sipar, suite à une visite des camps de réfugiés cambodgiens en Thaïlande en 1982.

11. Site Sipar. Bulletin *SIPAR Action*, mai/juin 2011, n° 46.

(français, thaïlandais, anglais, etc.) traduits en khmer à un ancrage culturel des thèmes abordés, grâce à la sollicitation croissante d'auteurs et d'illustrateurs cambodgiens.

Enfin une nouvelle priorité vise la formation. Les autorités centrales et provinciales commencent à mesurer l'importance de la lecture dans le système éducatif et pour lutter contre la pauvreté. Elles prennent progressivement le relais de la lecture dans les écoles. Cela oriente les efforts du Sipar en matière de formation dans quatre directions :

- la branche édition, qui développe la formation aux métiers du livre et de la littérature de jeunesse (maquettiste, documentaliste, imprimeur, etc.) ;
- le programme de formation des bibliothécaires, qui a déjà concerné 1 206 personnes ;
- dans le cadre de la création d'un Sipar Cambodge, liée à la fin d'un financement de l'Union européenne, en décembre 2010, qui représentait une part budgétaire importante, le Sipar a dû réorganiser structurellement ses différents programmes et services ; cette évolution va dans le sens d'un ancrage plus fort dans le pays et d'une autonomisation de l'équipe ; il a paru nécessaire de proposer une formation et un accompagnement des ressources humaines de l'équipe, pour accompagner cette démarche d'émancipation et pérenniser à long terme les actions ;
- la conception et l'intégration d'un module de formation « Bibliothèques et livres pour enfants » dans la formation initiale¹² de 2 200 élèves instituteurs en moyenne par an, au sein des dix-huit écoles de pédagogie provinciales du Cambodge.

RÉSISTANCES CULTURELLES À LA FORMATION « BIBLIOTHÈQUES ET LIVRES POUR ENFANTS »

De l'intervention à la concertation

Face à l'absence d'établissements de formation de bibliothécaires, le Sipar a articulé son intervention avec celles des pouvoirs publics, d'autres ONG et des représentants des milieux économiques. La mise en œuvre de cette formation s'est d'autant plus imposée qu'elle est venue épauler une demande du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (MEJS) du Cambodge, alors que le Sipar, en collaboration avec le MEJS, était en préparation d'un nouveau projet de cinq ans (2006-2010), « Développement de l'environnement

12. Il faut signaler que la formation à grande échelle des instituteurs est relativement récente. Jusqu'en 1957, il n'y avait au Cambodge qu'une seule école normale d'instituteurs pour assurer la formation des maîtres.

lettré pour l'amélioration de la qualité de l'éducation et la lutte contre l'illettrisme au Cambodge », conçu grâce aux cofinancements de la Commission européenne et d'une ONG partenaire, Aide et Action. Le Sipar est un acteur important et reconnu dans le domaine du développement du livre et de la lecture, mais il n'est pas le seul intervenant de ce secteur : SVA et *Room to Read*, ONG américaine œuvrant au Cambodge depuis 2002, sont aussi des acteurs importants et déploient des activités complémentaires. Il est parfois compliqué, pour le ministère de l'Éducation, d'être le pivot de la coordination des interventions non gouvernementales car elle ont chacune leurs objectifs propres et leurs contraintes vis-à-vis de leurs bailleurs de fonds, de leurs zones et de leurs groupes cibles¹³. Ainsi le module de formation « Bibliothèque et livres pour enfants » a-t-il été conçu par une équipe mixte (ministère de l'Éducation, Sipar et autres ONG intervenant dans le même domaine) et intégré aux dix-huit écoles de pédagogie provinciales en 2007. Mais cela n'a pas empêché une autre ONG de mettre en place un autre dispositif, dont le contenu est quasiment similaire, dans ses onze provinces d'intervention, reflétant un aspect concurrentiel ou une contrainte de visibilité de l'aide au développement. Cependant, depuis dix ans, une plate-forme des ONG œuvre dans le secteur éducatif. Créée en 2002, elle regroupe actuellement quatre-vingt-cinq ONG membres. Ce réseau permet une meilleure concertation dans les interventions et régle le dialogue avec le ministère de l'Éducation.

À l'origine de ce projet de formation, des constats, évoqués précédemment, font état des rapports culturels et politiques complexes des Cambodgiens avec les réalités du monde de l'écrit ; d'autre part, des études mettent en évidence un système éducatif en difficulté pour lutter contre un important taux d'illettrisme ; des analyses expliquent la difficile fréquentation des bibliothèques ; enfin, il existe des perspectives d'éducation et de formation plus équitables et plus efficaces.

Des enjeux de formation à court et à long terme

Le module de formation « Bibliothèques et livres pour enfants » s'inscrit dans une organisation nationale (toutes les écoles de pédagogie provinciales sont concernées) et pérenne à la fois. Il comporte trois chapitres principaux sur : l'enfant, son développement psychologique et ses besoins en apprentissage ; le livre et son rôle auprès de l'enfant ; le bibliothécaire et son rôle auprès de l'enfant et du livre. Il est constitué d'un manuel¹⁴, d'un guide pédagogique pour les formateurs et d'une programmation à raison d'une heure par semaine pendant les deux années de formation. L'objectif du module de formation à

13. Pour prolonger la réflexion, voir Trannin, 2005.

14. ANG, 2006.

court terme est de développer la motivation des élèves instituteurs pour la lecture et de les conduire, une fois devenus enseignants, à être capables d'initier des activités autour des livres avec leurs élèves, dans leur classe ou dans une bibliothèque. Les résultats escomptés à plus long terme visent, d'une part, la transformation du rapport à l'écrit et la place de la lecture dans l'éducation primaire ; d'autre part, l'appui et l'accompagnement des dispositifs éducatifs hors de l'école, qui constituent des enjeux importants dans la mission de l'ONG Sipar.

Évaluation du programme de formation : des effets mitigés

Depuis 2007, des missions de suivi dans les dix-huit écoles provinciales de pédagogie (EPP) ont été menées par l'équipe mixte Sipar-MEJS. Une enquête plus qualitative a interrogé des élèves instituteurs et des formateurs cambodgiens, afin de comprendre comment ils appréhendaient l'importance du livre et de la bibliothèque dans leur vie professionnelle, comment ils estimaient leur métier de « bibliothécaire-éducateur » reconnu dans les milieux institutionnels et sociaux, et quels étaient leurs motivations et leur intérêt pour le module de formation. Il s'agissait également de mieux cerner avec eux leurs besoins et leurs attentes et d'appréhender les changements de pratiques dans leurs écoles primaires. Si la recherche identifie des impacts positifs, elle appréhende aussi des limites, des effets négatifs, voire des résistances, du fait du manque de pertinence et de cohérence du module de formation, tant dans ses contenus que dans son application.

En 2007, une première mission identifie les principales difficultés de mise en œuvre dans le caractère novateur lié à un écart culturel trop important, mais aussi dans le manque de qualification des acteurs impliqués ainsi que dans l'expérience de suivi encore peu solide des membres de l'équipe mixte Sipar-MEJS. Des corrections du manuel, des ajustements de formation pour les formateurs, des aménagements importants (moyens pédagogiques, matériels, étude des validations) sont proposés pour accompagner la valorisation et l'amélioration de ce module, qui fait l'objet d'une seconde mission de suivi en 2009.

L'enquête de 2009 recoupe les informations par entretiens, discussions, et questionnaires dans huit EPP, auprès des directeurs, de cent soixante élèves instituteurs de 1^{re} et 2^e années, quatre-vingts nouveaux enseignants, seize formateurs, des bibliothécaires, soit deux cent soixante-seize enquêtés. Les résultats font apparaître un intérêt « mitigé », un engagement faible et des résistances. Le manque d'investissement des élèves instituteurs et les résistances qu'ils manifestent pour acquérir les compétences à l'exploitation éducative d'une bibliothèque s'expliquent par le fait qu'ils appréhendent difficilement les enjeux de formation du module, ses fonctions pour l'école et le sens des apprentissages

qu'il est possible de travailler avec les enfants. Certes, la formation a permis de les aider à initier des activités autour des livres avec leurs élèves dans leur classe ou dans une bibliothèque, mais ils restent peu convaincus, attachés à des modes d'apprentissages plus traditionnels. Les résistances paraissent davantage de l'ordre de la tradition culturelle : respect de la hiérarchie, effacement, obéissance plutôt que partage, échanges et transmission à partir de la littérature. La transformation des comportements ne semble pouvoir s'inscrire que dans le long terme. Le poids culturel reste prégnant.

Au cours du deuxième semestre 2010, une troisième mission de suivi, de conseil et d'évaluation est menée dans les dix-huit EPP cambodgiennes par l'équipe mixte Sipar/MEJS, pour mesurer les améliorations dans la mise en œuvre du programme et assurer un accompagnement plus adapté à chaque contexte d'enseignement. Elle a nécessité une évaluation des compétences¹⁵ et des investissements des jeunes enseignants, qui progressent à chaque promotion. Elle a travaillé à identifier et à analyser l'évolution des besoins dans une perspective de réorientation, de renforcement et de dynamisation des plans de formation. Il apparaît que l'accompagnement proposé par les formateurs semblait peu adapté pour favoriser les acquisitions des élèves instituteurs, du fait d'un écart trop important entre une offre de formation éloignée du terrain et les besoins de futurs enseignants très ancrés dans les spécificités de leurs provinces. Les jeunes instituteurs expliquent leur investissement modéré également par la faible reconnaissance sociale, financière et éducative de la communauté à leur égard. Les usages et les fonctions des livres pour enfants sont encore très difficilement associés aux apprentissages. Une première porte s'ouvre peut-être avec la reconnaissance financière de cette nouvelle fonction. « Les instituteurs formés comme bibliothécaires par le Sipar viennent d'être dotés par le ministère d'un statut qui apportera reconnaissance et valorisation du salaire pour cette fonction. C'est l'aboutissement de dix-huit ans de travail concerté entre le Sipar et le ministère de l'éducation.¹⁶ »

On peut considérer que l'ONG Sipar joue un rôle clé dans l'évolution à moyen et long termes des politiques éducatives du Cambodge. Les argumentaires qu'elle développe en direction des décideurs, des autres ONG, des bailleurs et de la société civile semblent être progressivement entendus mais la concertation à propos des projets, ainsi que la mutualisation des compétences, restent des chantiers à poursuivre. D'autre part, les actions de développement du Sipar sont de plus en plus articulées à celles du ministère de l'Éducation. Celui-ci semble petit à petit convaincu de l'amélioration de l'éducation des enfants par

15. Boterf, 2006.

16. *SIPAR Action*, n° 46, mai/juin 2011.

la promotion du livre et de la lecture et de l'aide apportée aux adultes pour qu'ils ne retombent pas dans l'illettrisme. En août 2011, le ministère de l'Éducation a signé un document important sur les standards des bibliothèques scolaires et accordé un double salaire aux bibliothécaires scolaires travaillant à temps plein. Le Sipar propose des principes de fonctionnement nouveaux, considérés parfois par les décideurs et même par les formateurs comme trop innovants ou dont le sens échappe, du fait d'un écart culturel encore important. Mais les orientations progressives de formation font l'objet de recherches qui donnent lieu à des propositions ajustées et plus en phase avec le contexte difficile et fragile du Cambodge.

BIBLIOGRAPHIE

ANG C. (2006) : *Manuel du bibliothécaire cambodgien*. Bibliothèque nationale du Cambodge – VALEASE.

BOTERF (LE) Guy (2006) : *Ingénierie et évaluation des compétences*. Éditions d'organisation. Paris.

CHANDLER D. (1992) : *Brother number one*, Silkworm book.

FOREST A. (2008) : « Pour une relecture du jeu politique cambodgien : le cas du Cambodge de la reconstruction (1993-2005) », in FOREST A. (sous la dir.), *Cambodge contemporain*, Paris (Les Indes savantes).

JARVIS Helen (2006) : *Regard sur l'édition au Cambodge*. Centre d'études khmères – VALEASE, Cambodge.

JENNAR R. M. (1995) : *Les clés du Cambodge*, Paris : Maisonneuve & Larose.

KIERNAN B. *The Pol Pot regime: Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge 1975-1979*.

PETITMENGIN M. (2005) : *Graines de bois, 25 ans avec les Cambodgiens*. Édition. com, France.

PONCHAUD F. (2007) : *Une brève histoire du Cambodge*. Nantes : Éd. Siloé.

TRANNIN Sabine (2005) : *Les ONG occidentales au Cambodge, la réalité derrière le mythe*. Paris : L'Harmattan.